

*[Traduction]*

En avril 1969, le premier ministre a unilatéralement réduit notre contribution à l'OTAN, expliquant que le Canada n'avait pas de politique étrangère digne de ce nom, sauf celle dictée par sa participation à l'OTAN, et que c'était là une bien mauvaise chose pour un pays. Depuis qu'il est premier ministre, les dépenses au titre de la défense ont diminué de 38 p. 100 en pourcentage du PNB. Cette négligence délibérée de notre apport à la sécurité collective de l'Alliance a fait qu'aujourd'hui, le Canada est, de tous les pays de l'OTAN et à l'exception du Luxembourg, celui qui consacre par habitant le moins d'argent de la défense. Tous les jours, nous envoyons nos braves soldats en mission périlleuse avec un matériel désuet. Les Canadiens apprécient à sa juste valeur le dévouement de leurs soldats, mais ils ne leur demandent pas de risquer leur vie dans des appareils trop vieux pour être sûrs.

Il est triste de constater qu'en négligeant de la sorte nos forces classiques de dissuasion pendant une quinzaine d'années, nous avons sérieusement miné notre réputation de fiabilité auprès de nos alliés et réduit d'autant notre influence dans les conseils où se prennent les décisions. Monsieur le Président, il m'est très pénible d'exposer ces faits. Ils sont pourtant exacts et portent un dur coup à la fierté nationale. Mais certaines choses doivent être dites à un moment donné.

Cette négligence de nos moyens classiques de dissuasion a entraîné une trop grande dépendance envers les armes nucléaires. Voilà la tragédie. Voilà la genèse du problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous ne pouvons, d'une part, dire que nous soutenons l'OTAN et, d'autre part, négliger nos forces armées pendant quinze ans. Nos engagements envers l'alliance peuvent et doivent être respectés. Nous ne pouvons pas dire que nous nous opposons au parapluie nucléaire tout en ne voulant pas renforcer les moyens classiques de dissuasion. Nous devons faire des efforts soutenus pour réduire notre dépendance actuelle envers l'usage hâtif possible des armes nucléaires en améliorant sensiblement les éléments classiques de notre défense.

*[Français]*

Monsieur le Président, nous ne pouvons pas espérer, du moins dans un avenir prévisible, ne plus avoir à recourir aux armes nucléaires comme outil de dissuasion. Par contre, nous devons faire tous les efforts possibles pour que l'OTAN soit moins obligée qu'aujourd'hui d'utiliser, même comme moyen de dissuasion, le recours hâtif aux armes nucléaires. Il faut renforcer, et je rejoins presque textuellement les paroles du premier ministre là-dessus, il n'y a pas de possibilité d'erreur entre citoyens intelligents, il faut renforcer, dis-je, de toute urgence la dissuasion non nucléaire. Cet objectif devrait être une des plus grandes priorités politiques au Canada et dans tous les autres pays de l'OTAN. Si nous tenons à préserver nos valeurs les plus précieuses, nous devons admettre la nécessité d'avoir des forces classiques efficaces. Le général Bernard Rogers, le commandant suprême des Forces alliées en Europe, déclarait à l'été de 1982 qu'il était possible de renforcer considérablement les arsenaux classiques de l'OTAN, sans engager pour autant des dépenses énormes. Ces améliorations, disait-il, permettraient de changer la stratégie actuelle pour qu'il ne soit plus nécessaire de compter sur le recours hâtif aux armes nucléaires. Le général Rogers estimait que, pour y arriver, il faudrait ajouter, et je le cite par voie d'exemple, 1 p. 100 aux

*L'Adresse—M. Mulroney*

dépenses militaires annuelles de l'OTAN, lesquelles ont été fixées à 3 p. 100 depuis 1978. Il ajoutait que cette augmentation annuelle de 1 p. 100 en termes réels aurait pour effet de majorer la contribution «par tête de pipe» des citoyens de l'OTAN de 10 dollars américains par année.

*[Traduction]*

Un autre rapport s'est penché sur les possibilités de réduire la dépendance actuelle de l'OTAN envers les armes nucléaires. C'est celui produit dans le cadre de la prestigieuse Étude sur la sécurité en Europe. Ce rapport conclut que l'OTAN pourrait renforcer considérablement ses moyens classiques de défense pour un coût total comparable à celui du missile MX. Une fois renforcés ces moyens classiques de défense, les ministres de l'OTAN pourraient alors mettre en œuvre une série de plans et de programmes susceptibles de réduire au bout du compte le recours aux armes nucléaires.

Une dissuasion classique améliorée, comme je viens de la décrire, devrait empêcher le pacte de Varsovie de remporter une rapide victoire stratégique. A partir de là, le contrôle des armements pourrait servir à détourner les forces nucléaires de leur rôle de provocation ou de déstabilisation. Nous sommes prêts, monsieur le Président, à adopter cette ligne de conduite. Nous croyons d'ailleurs que la grande majorité des Canadiens est disposée à l'accepter. Un nouveau gouvernement travaillerait dans ce sens, puisque c'est le seul moyen dont nous disposons pour contribuer à éliminer la menace d'une escalade nucléaire.

● (1220)

Je suis convaincu, ainsi que mes collègues, qu'en réduisant au minimum les possibilités de recours aux armes nucléaires, nous ferons un grand pas vers le désarmement et la sécurité. Mais tout cela ne sera possible que par l'application constante des trois principes fondamentaux que j'ai énoncés, à savoir, que la politique étrangère du Canada doit être fondée sur un consensus entre les partis. C'est là une noble obligation du gouvernement et j'exhorte encore le premier ministre à ne jamais oublier que tous les députés s'intéressent à cette initiative et sont toujours prêt à y contribuer. Le deuxième principe, c'est que notre sécurité repose sur la solidarité de l'OTAN. Enfin, ce n'est qu'en renforçant la dissuasion non nucléaire que nous pouvons réduire la dépendance actuelle envers les armes nucléaires.

J'exhorte le gouvernement, le premier ministre et chacun d'entre nous à la Chambre à accorder le meilleur appui public possible à la sécurité de l'alliance, parce que c'est le seul moyen de préserver sa cohésion politique.

Cela n'empêche en aucune façon les États membres de prendre des initiatives s'inscrivant dans le cadre général des objectifs politiques de l'alliance. Cela n'empêche en aucune façon le genre de dialogue actuellement engagé entre gouvernements qui pourrait apporter une contribution, aussi modeste soit-elle, à la recherche d'une paix durable. Seul un tel appui peut assurer le maintien de la cohésion politique et de l'intégrité de l'alliance et mener, à mon avis, à l'examen et, je l'espère, à l'adoption de mesures susceptibles d'aboutir à une réduction sensible des armes nucléaires en Europe et ailleurs dans le monde. Le chemin qui mène à la paix, nous devons le prendre ensemble.